



Assemblée générale  
Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

A/52/86  
S/1997/181  
3 mars 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : FRANÇAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Cinquante-deuxième session  
Point 37 de la liste préliminaire\*  
LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Cinquante-deuxième année

Lettre datée du 28 février 1997, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent des Pays-Bas auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

J'ai l'honneur de porter à votre attention la déclaration de la présidence  
au nom de l'Union européenne sur la décision du Gouvernement israélien  
d'approuver des plans de construction pour Har Homa/Jabal abu Ghneïm.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la  
présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au  
titre du point 37 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent des  
Pays-Bas auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

(Signé) N. H. BIEGMAN

---

\* A/52/50.

ANNEXE

[Original : anglais et français]

Déclaration publiée le 27 février 1997 par la Présidence, au  
nom de l'Union européenne, sur la décision du Gouvernement  
israélien d'approuver des plans de construction pour Har  
Homa/Jabal abu Ghneïm

L'Union européenne déplore profondément la décision du Gouvernement israélien d'approuver des plans de construction pour Har Homa/Jabal abu Ghneïm, situés en Cisjordanie, dans la zone de Jérusalem. L'Union européenne a déclaré à plusieurs reprises que les implantations dans les territoires occupés sont contraires au droit international et constituent un obstacle majeur à la paix.

L'Union européenne réaffirme une nouvelle fois sa position concernant le statut de Jérusalem. Jérusalem-Est est soumise aux principes énoncés dans la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité de l'ONU, notamment l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force, et elle n'est donc pas sous souveraineté israélienne. L'Union européenne considère que la quatrième Convention de Genève est pleinement applicable à Jérusalem-Est, comme elle l'est à d'autres territoires occupés.

L'Union européenne demande à Israël de respecter les obligations qui lui incombent en vertu du droit international et de s'abstenir de mesures de nature à entamer la confiance nécessaire à la poursuite de la mise en oeuvre des accords et à préjuger des résultats des négociations sur le statut permanent. Cette décision est d'autant plus regrettable que la signature du Protocole d'accord sur Hébron a été un événement positif, qui a imprimé une nouvelle dynamique au processus de paix et fait naître l'espoir que de nouvelles mesures constructives seraient prises dans le cadre de ce processus.

-----